

Dépôt de l'initiative pour une finance durable

POLITIQUE FÉDÉRALE Le WWF, les socialistes, les écologistes, les Vert'libéraux et Le Centre ont déposé hier leur initiative populaire à la Chancellerie fédérale. Elle suscite une levée de boucliers de l'Association suisse des banquiers

FANNY SCUDERI

Les cartons sont pleins. Hier à Berne, le comité de l'initiative pour une place financière durable a déposé ses plus de 145 000 signatures. Parmi les initiants, on trouve le WWF, le PS, Les Vert-e-s, les Vert'libéraux, Le Centre ou encore le Parti évangélique suisse. La coalition «Chrétien-ne-s pour la protection du climat» fait aussi campagne, ce qui rappelle la large alliance d'églises ayant milité en 2020 pour l'initiative pour les multinationales responsables. Cette dernière avait alors échoué de peu, obtenant la majorité du peuple mais pas celle des cantons. Une nouvelle initiative pour des multinationales responsables a par ailleurs été déposée en 2025.

En attendant, c'est un nouveau coup de pression à l'encontre des banques et des assurances qu'entendent donner les auteurs de l'initiative pour une place financière durable. Ils demandent l'instauration de règles contraignantes pour les activités financières internationales «qui présentent des risques climatiques et environnementaux». Le texte vise à interdire aux acteurs de la place financière de soutenir par des financements directs ou des services d'assurance l'exploitation de nouveaux gisements d'énergie fossile ainsi que l'expansion de ceux déjà existants.

Des mesures concrètes

Gerhard Andrey, conseiller national écologiste, explique: «Les banques financent des projets néfastes pour l'environnement, comme la déforestation tropicale ou de nouvelles infrastructures de production de gaz, de pétrole ou de charbon.» Cette initiative est essentielle selon lui, alors que les Suisses ont accepté la loi sur le climat et l'innovation. La Confédération a pris des engagements internationaux en ratifiant les Accords de Paris pour le climat et en soutenant ceux de Montréal pour la biodiversité. «Les marchés financiers y sont cités, mais il n'y a toujours pas de mesures concrètes», regrette-t-il.

L'initiative veut «réorienter» les flux financiers des activités «nuisibles à l'environnement» vers «des solutions durables». «On peut ainsi avoir un effet sur l'économie réelle, estime-t-il. La place financière est responsable d'un volume d'émissions de CO₂ 14 à 18 fois supérieur aux émissions nationales totales de la population suisse, selon une étude de McKinsey et du WWF. En gros, elle sape les efforts faits dans le pays pour préserver le climat.» Que répond-il aux craintes du secteur de voir ses rendements diminuer avec des règles contraignantes?

«Une économie pas durable n'est pas viable», balaie le politicien.

De son côté, Thomas Vellacott, directeur général du WWF Suisse, estime que le point fort de l'initiative réside dans le fait qu'elle «s'abstient de régler en détail sa mise en œuvre et se limite à fixer une orientation générale. Elle s'appuie sur des instruments reconnus au niveau international.» Il juge la situation urgente: «Les gestionnaires de fortune suisses comptent parmi les dix plus grands investisseurs mondiaux dans les énergies fossiles, avec plus de 80 milliards investis chaque année.»

Une vive opposition du secteur

Ce n'est clairement pas l'avis de l'Association suisse des banquiers (ASB) qui rejette l'initiative. Contactée, elle explique par écrit que si l'initiative «poursuit un objectif important, elle rate sa cible». L'orientation écologiquement durable de la place financière suisse «est irréalisable en pratique», écrit-elle et «ferait subir des inconvénients de taille aux investisseurs, aux personnes salariées ainsi qu'à la place suisse, car une telle réglementation serait unique au monde.»

«La place financière est responsable d'un volume d'émissions de CO₂ 14 à 18 fois supérieur aux émissions nationales totales de la population suisse»

GERHARD ANDREY, CONSEILLER NATIONAL (LES VERT-E-S/FR)

Dans le même esprit, Céline Amaudruz, conseillère nationale UDC, fait valoir que le secteur financier contribue déjà à une économie plus durable. «Mais il faut être lucide, souligne-t-elle, la question n'est pas l'objectif, c'est la méthode.» A ce sujet, elle se rallie à la position de l'ASB: «En tant que banquière, je peux vous le dire clairement: on ne décarbone pas l'économie mondiale en affaiblissant unilatéralement la place financière suisse.» Elle insiste: «Si la Suisse interdit certains financements, ces activités ne disparaîtront pas: elles seront simplement reprises ailleurs, souvent avec moins de standards. Résultat: aucun gain réel pour le climat, mais une perte de compétitivité pour notre pays.» Le débat est désormais lancé. Avec, en toile de fond, une question centrale: jusqu'où la Suisse est-elle prête à aller pour aligner sa place financière sur ses ambitions climatiques? ■